



CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY  
DIRECTION DES ACHATS DES HOPITAUX DU GHT SUD LORRAINE

## APPEL D'OFFRES 2025

### FOURNITURE DE MEDICAMENTS POUR TOMOGRAPHIE A EMISSION DE POSITONS (TEP)

---

### Cahier des Clauses Administratives Particulières **CCAP AO\_2025\_224**

---

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>PRÉSENTATION DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>PRÉSENTATION DU MARCHÉ PUBLIC</b>	<b>5</b>
2.1	OBJET DU CONTRAT	5
2.2	DIVISION EN LOTS	5
2.3	FORME DU CONTRAT	5
2.4	DURÉE DU CONTRAT	6
2.5	VARIANTE	6
2.6	NOMENCLATURES ASSOCIÉES A L'OBJET DU MARCHÉ	6
<b>3</b>	<b>PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ PUBLIC</b>	<b>6</b>
<b>4</b>	<b>DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRES (LOTS N° 01 A 03)</b>	<b>6</b>
4.1	CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	6
4.2	MODALITES D'ATTRIBUTION	6
<b>5</b>	<b>DISPOSITIONS RELATIVES AUX ACCORDS-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRES (LOT N° 04, 05 ET 06)</b>	<b>7</b>
<b>6</b>	<b>TEXTES OFFICIELS</b>	<b>7</b>
<b>7</b>	<b>DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>7</b>
7.1	PIECES CONTRACTUELLES CONSTITUANT L'ACCORD –CADRE	7
7.2	OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DU TITULAIRE	8
<b>8</b>	<b>PARTIES CONTRACTANTES</b>	<b>8</b>
8.1	REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	8
8.2	TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC	8
8.3	COTRAITANCE	8
<b>9</b>	<b>DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT</b>	<b>8</b>
9.1	CONTENU DES PRIX	8
9.2	APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	8
9.3	PRÉSENTATION DE L'OFFRE DE PRIX	8
9.4	FIXATION DES PRIX DE RÉFÉRENCE DE L'ACCORD-CADRE	9
	<i>Les prix unitaires sont établis pour une dose de 400 MBq maximum</i>	9
9.5	VARIATION DES PRIX DE RÉFÉRENCE DE L'ACCORD-CADRE	9
9.6	REMISE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES	10
<b>10</b>	<b>ENGAGEMENT DES PARTIES</b>	<b>10</b>
10.1	OBLIGATION DU TITULAIRE	10
10.2	OBLIGATION DU BENEFICIAIRE	11
10.3	OBLIGATION DE COLLABORATION	11
<b>11</b>	<b>RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES</b>	<b>11</b>
<b>12</b>	<b>TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL</b>	<b>12</b>
12.1	FINALITÉS	12
12.2	CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES	12
12.3	DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES	12
12.4	TRANSFERTS DE DONNÉES	13
12.5	SÉCURISATION DES DONNÉES	13
12.6	CONSERVATION DES DONNÉES	13
<b>13</b>	<b>MODIFICATIONS DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION</b>	<b>13</b>
13.1	AL'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR	13
13.2	HAUSSE SUBSTANTIELLE D'ACTIVITE	13
13.3	MODIFICATION DES JOURS DE LIVRAISON	13
13.4	AL'INITIATIVE DU TITULAIRE	14
<b>14</b>	<b>CLAUSES COMPLEMENTAIRES D'ÉVOLUTION</b>	<b>14</b>
14.1	EXTENSION DE GAMME	14

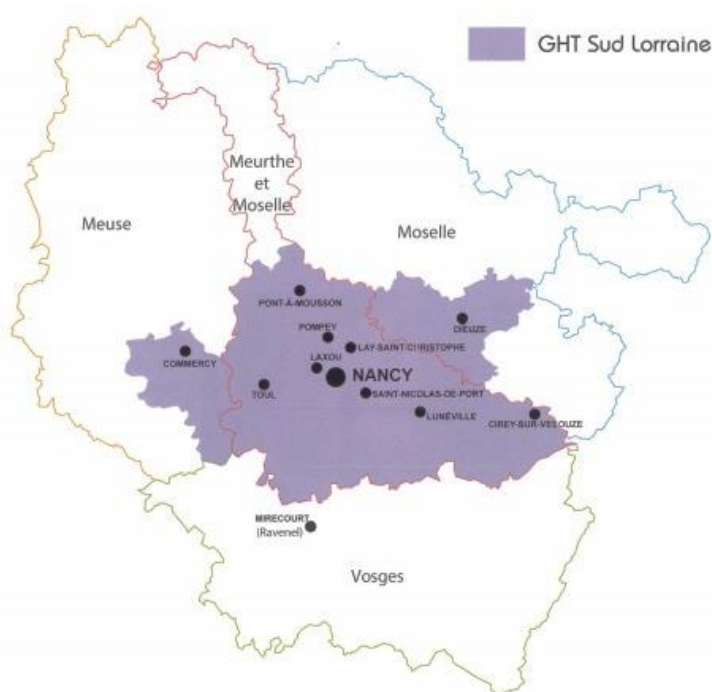
14.2	PRODUITS INNOVANTS .....	14
<b>15</b>	<b>GARANTIE .....</b>	<b>14</b>
<b>16</b>	<b>RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES.....</b>	<b>14</b>
16.1	RESPONSABILITÉ .....	14
16.2	ASSURANCES ET GARANTIE .....	15
<b>17</b>	<b>MODALITÉS DE COMMANDE .....</b>	<b>15</b>
<b>18</b>	<b>DÉLAI DE VALIDITÉ DES BONS DE COMMANDE.....</b>	<b>15</b>
<b>19</b>	<b>LIVRAISONS.....</b>	<b>15</b>
19.1	TRANSPORT .....	15
19.2	EMBALLAGE .....	16
19.3	MODALITÉS DE LIVRAISON.....	16
<b>20</b>	<b>RÉCEPTION, VERIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES.....</b>	<b>17</b>
20.1	RÉCEPTION .....	17
20.2	VÉRIFICATION .....	17
20.3	QUANTITATIVE.....	17
20.4	QUALITATIVE.....	18
20.5	ADMISSION .....	18
<b>21</b>	<b>MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....</b>	<b>18</b>
21.1	DEMANDE DE PAIEMENT .....	18
21.2	DÉMATÉRIALISATION DES FACTURES .....	18
21.3	RÈGLEMENT .....	19
21.4	DÉLAI DE PAIEMENT .....	19
21.5	ESCOMPTE(S) CONSENTI(S) .....	20
<b>22</b>	<b>EXECUTION PAR DEFAULT – PÉNALITÉS .....</b>	<b>20</b>
22.1	PENALITES .....	20
22.2	PENALITES DE RETARD DE LIVRAISON .....	20
22.3	PENALITES POUR QUANTITE LIVREE INFERIEURE A LA QUANTITE COMMANDEE .....	20
22.4	PENALITES D'ANNULATION DE DERNIERE MINUTE .....	20
22.5	RECOURS A UN TIERS .....	21
<b>23</b>	<b>RÉSILIATION DU MARCHÉ PUBLIC .....</b>	<b>21</b>
23.1	RÉSILIATION POUR FAUTE.....	21
23.2	RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL .....	21
<b>24</b>	<b>LISTE RÉCAPITULATIVE DES DÉROGATIONS AU CCAG .....</b>	<b>21</b>

## 1 PRÉSENTATION DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Hôpitaux Sud Lorraine (aussi dénommé GHT 7) a été créé, en application de la Loi 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé ayant pour objectif la mise en place d'un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé.

Les 11 établissements membres du GHT Hôpitaux Sud Lorraine sont :

- Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy
- Le Centre Hospitalier de Commercy
- Le Centre Hospitalier de Dieuze
- Le Centre Hospitalier de Pompey
- Le Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson
- Le Centre Hospitalier de Toul
- Le Groupement Hospitalier de l'Est Meurthe-et-Moselle regroupant :
  - ◆ le CH de Lunéville
  - ◆ le CH de Saint-Nicolas-de-Port
  - ◆ le CH 3H Santé
- L'établissement public en santé mentale de Nancy à Laxou
- L'établissement public en santé mentale de Ravenel à Mirecourt



**Le CHRU de Nancy, désigné établissement support, assure, depuis le 1er janvier 2018, la responsabilité de la fonction achat pour le compte des établissements parties du GHT.**

Il devient à ce titre pouvoir adjudicateur unique pour l'ensemble des établissements parties au GHT.

Conformément à l'article R 6132-16 du Code de Santé Publique, la fonction achat comprend les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;

- La planification et la passation des marchés publics conformément aux dispositions du code de la commande publique ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Les établissements parties assurent, pour ce qui les concerne, l'exécution des marchés publics (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, application des pénalités, règlement des factures...).

## 2 PRÉSENTATION DU MARCHÉ PUBLIC

### 2.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent marché public a pour objet la fourniture au Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy **de médicaments pour tomographie à émission de positons (TEP).**

Lieux de livraison / exécution :

- Service de radiopharmacie - 2<sup>ème</sup> sous-sol - Site des Hôpitaux de Brabois (Technopôle Nancy-Brabois) - rue du Morvan à Vandœuvre-lès-Nancy

### 2.2 DIVISION EN LOTS

Ce marché public est divisé en 6 lots :

- Lot 01 – Fourniture de FLUDESIOXYGLUCOSE (FDG)
- Lot 02 – Fourniture de FLUOROCHOLINE
- Lot 03 – Fourniture de FLUORODOPA
- Lot 04 – Fourniture de radio-pharmaceutique PSMA marqué au FLUOR 18
- Lot 05 – Fourniture de radio-pharmaceutique PLAQUE AMILOYDE
- Lot 06 – Fluorure de Sodium (FNA)

### 2.3 FORME DU CONTRAT

Les quantités indiquées dans le Bordereau de Prix Unitaires (DF\_BPU) correspondent aux besoins prévisionnels d'une année, ceux-ci pouvant évoluer (les besoins étant liés au recrutement des patients, aux pathologies rencontrées, au nombre d'interventions à réaliser, à la commercialisation de nouveaux produits et au changement des pratiques médicales et paramédicales).

- ▣ **Les lots 1, 2 et 3 feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaire** avec une quantité minimum (DF\_BPU) et avec un montant maximum en valeur (cf annexe :DCE\_CCAPanx\_Montants estimés et maximum par lot), par application des articles R. 2162-2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, et ce afin de garantir la sécurité des approvisionnements.
- ▣ **Les lots 4, 5 et 6 feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire** sans minimum en, valeur ou quantité et avec un montant maximum en valeur (cf annexe :DCE\_CCAPanx\_Montants estimés et maximum par lot), par application des articles R. 2162-2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Les montants maximums de l'accord-cadre correspondent à un maximum de dépenses. Il est à noter que le titulaire du marché ne pourra élever aucune réclamation s'ils ne sont pas atteints.

Les quantités estimatives indiquées dans le DQE servent de base à l'analyse des offres. Elles ne sont donc pas contractuelles.

## 2.4 DURÉE DU CONTRAT

L'accord-cadre est exécutoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, ou de la date de sa notification si celle-ci intervient ultérieurement, jusqu'au 31 décembre 2027. Il sera tacitement reconductible 1 fois soit du 1<sup>er</sup> janvier 2028 au 31 décembre 2029.

## 2.5 VARIANTE

Les candidats sont autorisés à proposer **une variante unique** par lot qui, tout en répondant aux besoins décrits, pourrait conduire à une proposition technique ou financière plus adaptée à leur gamme de fabrication, à condition que celle-ci trouve sa justification sur le plan technique et économique, et à condition d'avoir émis une réponse à l'offre de base décrite par le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy.

## 2.6 NOMENCLATURES ASSOCIÉES A L'OBJET DU MARCHÉ

Catégories homogènes des fournitures et services (NCHFS) pertinentes associées au marché :

18.173	MEDICAMENTS RADIO-PHARMACEUTIQUES, PREPARATIONS RADIO-PHARMACEUTIQUES
--------	---

Classifications principales conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) :

33600000-6	Produits pharmaceutiques.
33694000-1	Agents diagnostiques
09344000-2	Radio-isotopes

## 3 PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ PUBLIC

La présente consultation prend la forme d'un appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

## 4 DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRES (LOTS N° 01 à 03)

### 4.1 CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

Pour les lots 1 à 3, le présent appel d'offres a pour objet la conclusion d'accords-cadres multi-attributaires établissant l'essentiel des termes régissant les marchés à passer – dits « à bons de commandes » - par le pouvoir adjudicateur.

### 4.2 MODALITES D'ATTRIBUTION

Le pouvoir adjudicateur retient 2 opérateurs économiques maximum pour ces lots sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres. Un candidat peut se voir attribuer un ou plusieurs lots.

Leur classement, établi sur la base de critères de choix indiqués dans l'article 12 du règlement de la consultation, déterminera les modalités de répartition des commandes qui seront passées par le CHRU de Nancy.

Les modalités d'attribution sont différentes en fonction des lots selon les répartitions de volumes prévisionnels indiqués dans l'annexe « BPU ».

- Lot 1 (FDG) : Le titulaire n°1 du marché devra honorer 80% des commandes, le titulaire n°2 du marché devra honorer 20% des commandes du CHRU de Nancy, selon les indications notées dans le Bordereau de Prix (DF\_BPU).
- Lots 2 (FCholine) et 3 (FDopa) : Le titulaire n°1 du marché devra honorer 60% des commandes, le titulaire n°2 du marché devra honorer 40% des commandes du CHRU de Nancy, selon les indications notées dans le Bordereau de Prix (DF\_BPU).

- Pour ce faire, **chaque candidat doit** présenter une proposition tarifaire correspondant aux 2 scénarii détaillés ci-dessus : une proposition dans le cas où il serait retenu titulaire n°1 et une autre dans le cas où il serait retenu titulaire n°2 soit 2 propositions tarifaires à présenter pour ces 3 lots.

Le titulaire n°1 sera donc le candidat ayant obtenu la meilleure notation globale (Cf RC article 12) et qui a par conséquent été classé en 1<sup>ère</sup> position.

Dans l'hypothèse où le nombre de candidats serait inférieur à 2, celui-ci deviendrait alors un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, avec un minimum en, valeur ou quantité (correspondant aux quantités prévisionnelles totales de chacun des lots) mais sans maximum, par application des articles R. 2162-2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

## 5 DISPOSITIONS RELATIVES AUX ACCORDS-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRES (LOT N° 04, 05 et 06)

---

Pour les lots 04, 05 et 06, le présent appel d'offres a pour objet la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire établissant l'essentiel des termes régissant le marché à passer – dits « à bons de commandes » - par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire de ces lots devra par conséquent honorer 100% des commandes passées par le CHRU de Nancy.

## 6 TEXTES OFFICIELS

---

Les documents généraux applicables au présent marché public sont :

- Le code de la commande publique (partie législative annexée à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et partie réglementaire annexée au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-F.C.S.) – Arrêté du 30 mars 2021

Les documents ainsi listés, non joints au dossier, sont réputés comme connus des fournisseurs.

Ils peuvent être retirés sur le site de la Direction des affaires Juridiques : <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics>

## 7 DOCUMENTS CONTRACTUELS

---

### 7.1 PIECES CONTRACTUELLES CONSTITUANT L'ACCORD –CADRE

Les pièces contractuelles désignées ci-dessous et qui constituent l'accord-cadre prévalent les unes sur les autres et dans l'ordre suivant, en cas de contradiction entre elles :

- L'Acte d'Engagement (ATTRI1) et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (DCE\_CCAP AO 2025\_224 PHARMA) et son annexe ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (DCE\_CCTP AO 2025\_224 PHARMA) et son annexe ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) ;
- Le Bordereau de Prix Unitaires (DF\_BPU)
- Le Programme de préparation hebdomadaire CHRUN
- La remise sur tarif (DF\_Remis) ;
- La remise sur chiffre d'affaires (DF\_RemisFA)

- La remise liée aux conditions logistiques (DF\_RemisLog)
- L'escompte consenti (DF\_Escompt)
- La proposition technique du titulaire ;

## 7.2 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DU TITULAIRE

Les obligations contenues dans les documents contractuels listés supra expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

**Les conditions générales de ventes du titulaire sont inapplicables.**

## 8 PARTIES CONTRACTANTES

---

### 8.1 REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le représentant légal de la personne publique "Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy" est le représentant du pouvoir adjudicateur. Il s'agit de Monsieur le Directeur Général du CHRU de Nancy, qui est par conséquent habilité à effectuer les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par le code de la commande publique. Il peut déléguer sa compétence.

### 8.2 TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC

Le titulaire du marché public est le fournisseur ou prestataire de service qui conclut le marché avec la personne publique.

Le domicile du titulaire du marché public est indiqué à l'acte d'engagement. En l'absence d'indication, il est réputé faire élection de domicile en la Mairie de Nancy.

### 8.3 COTRAITANCE

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire auront été impérativement présentés lors de la remise de l'offre et ne pourront être modifiés après la signature du marché, sauf dans les cas listés et selon les modalités prévues à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique.

## 9 DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT

---

### 9.1 CONTENU DES PRIX

Les prix de référence du marché sont les prix unitaires HT fixés dans le bordereau de prix en annexe (DF\_BPU).

Ils sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'exécution du marché telle que décrite aux CCAP et CCTP : frais afférents notamment à la gestion administrative du dossier, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport/livraison et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison.

### 9.2 APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution de la prestation, sauf disposition réglementaire contraire.

### 9.3 PRÉSENTATION DE L'OFFRE DE PRIX

La monnaie de compte du présent accord-cadre est l'euro.

Le candidat établira son offre de prix en précisant (cf. « DCE\_RCanx2\_Présentation offre de prix ») :

- Les références et le prix unitaire HT
- le taux de TVA applicable ;
- le montant total HT
- le montant total TTC (le taux de TVA applicable à ces fournitures sera clairement précisé).

**Aucun changement dans la référence, l'étiquetage et le conditionnement d'un article ne sera permis sans l'accord écrit préalable de la Direction des Achats.**



## 9.4 FIXATION DES PRIX DE RÉFÉRENCE DE L'ACCORD-CADRE

Les prix unitaires sont établis pour une dose de 400 MBq maximum

Les titulaires devront être en mesure de livrer ces doses sous la forme de monodoses ou multidoses selon les besoins du Centre Hospitalier Régional de Nancy : doses calibrées selon l'heure d'injection définie par le service de médecine nucléaire.

Le type de conditionnement et le cas échéant, le nombre de doses par unité de conditionnement seront laissés à la libre appréciation du service de Médecine Nucléaire.

L'offre de prix prendra en compte le conditionnement en établissant une tarification à la dose par type de conditionnement.

## 9.5 VARIATION DES PRIX DE RÉFÉRENCE DE L'ACCORD-CADRE

**Les prix unitaires HT de référence de l'accord-cadre ainsi établis sont fermes pour la première période d'exécution de l'accord-cadre et sont révisables, à la date de début de la période de reconduction, sur la base de la formule de révision suivante :**

$$P = P_0 \times (0,4 + 0,2 \times (I/I_0) + 0,4 \times (J/J_0))$$

### Détail de la formule de révision

**P** = Prix révisé

**P<sub>0</sub>** = Prix à la date de début du marché ou dernier prix révisé

**I** = dernière valeur connue de l'indice du Comité National Routier (CNR LD EA)

**I<sub>0</sub>** = valeur connue de l'indice du Comité National Routier (CNR LD EA) à la date de début d'exécution du marché ou à la dernière date de révision de prix

**J** = dernière valeur connue de l'indice annuel des prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.13 – Autres produits chimiques inorganiques de base (Site INSEE, Identifiant **010763817**)

**J<sub>0</sub>** = valeur connue de l'indice annuel des prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.13 – Autres produits chimiques inorganiques de base (Site INSEE, Identifiant **010763817**) à la date de début d'exécution du marché ou à la dernière date de révision de prix

La demande de révision des prix pourra intervenir à l'initiative soit du titulaire du marché soit du pouvoir adjudicateur.

Les demandes de révision de prix à l'initiative du titulaire devront être adressées :

- à l'adresse suivante (format recommandé papier) :

CHRU de Nancy - HOPITAL CENTRAL  
Direction des Achats  
Secteur des Marchés Publics  
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny  
54035 NANCY  
Ou

- à l'adresse mail suivante (recommandé électronique) : [Marches.publics@chru-nancy.fr](mailto:Marches.publics@chru-nancy.fr)

en respectant un préavis de 3 mois avant la date de début de la période de reconduction, pour l'application de la révision.

Le titulaire fournira l'ensemble de sa proposition de prix pour la nouvelle année d'exécution de l'accord-cadre, sur l'exemple du BPU en vigueur et dans un fichier .cry (issu d'un logiciel EURYDICE ou HELIOS, société PHARMATIC) détaillant toutes les références du lot, qu'il y ait des variations de prix sur tout ou partie des références.

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur pourra transmettre 3 mois avant la date de début de la période de reconduction, l'état des indicateurs sur lesquels il se base pour demander une révision des prix à la baisse. Le titulaire devra fournir sa réponse dans un délai maximum d'un mois.

Le candidat communiquera dans sa réponse les coordonnées complètes du référent auquel faire parvenir la demande de révision de prix à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

### **Exceptions relatives aux produits auxquels est affecté un tarif fixé par le CEPS :**

- En cas de baisse du tarif CEPS (tarif maximal) en cours de marché, le prix de référence de l'accord-cadre sera ajusté de façon proportionnelle au nouveau tarif dès sa publication. Le CHRU n'acceptera pas de prix supérieur au tarif CEPS.
- En cas de hausse du tarif CEPS, le prix de référence de l'accord-cadre s'alignera sur le nouveau tarif CEPS.
- Si un produit est retiré de cette liste, le prix de référence de l'accord-cadre sera maintenu ou révisé à la baisse.

## **9.6 REMISE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES**

Le fournisseur peut proposer un (ou plusieurs) taux de remise sur chiffres d'affaires à appliquer à la fin de chaque période d'exécution du marché public.

Le pourcentage de réduction s'appliquera sur l'ensemble des commandes réalisées au cours de cette période. À la fin de chaque année d'exécution, le titulaire émettra au profit des établissements un avoir du montant total de la remise pour la période considérée.

Le fournisseur complètera l'annexe DF\_RemisFA pour indiquer la (les) remise(s) consentie(s).

## **10 ENGAGEMENT DES PARTIES**

---

### **10.1 OBLIGATION DU TITULAIRE**

#### **11.1.1 OBLIGATIONS GENERALES**

Le Titulaire a l'obligation de répondre à toute demande effectuée par bons de commande d'un Bénéficiaire.

Le Titulaire est tenu de notifier au Bénéficiaire dans les plus brefs délais les modifications le concernant, survenant au cours de l'exécution du présent accord-cadre et qui se rapportent notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le Titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À la raison sociale du Titulaire ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Tous les documents, factures, documentation technique doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

#### **11.1.2 CONFORMITE**

Les indications portées sur les bons de commande s'imposent au titulaire. Toute prestation non conforme au bon de commande et aux cahiers des clauses particulières sera systématiquement refusée, sauf accord préalable du représentant de l'établissement ayant autorité. La livraison devra respecter les conditions de stockages inhérents aux produits (sécurité, chaleur, humidité...)

Les fournitures et prestations seront conformes aux spécifications techniques décrites dans l'offre du titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ses prestations soient de qualité similaire pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

En cas de non-conformité qualitative, la responsabilité du fournisseur sera alors engagée. Il sera mis en demeure, par tous moyens appropriés :

- de remplacer à ses frais la fourniture non conforme dans les délais les plus brefs ;
- de supporter les éventuels frais de réparations, mise à disposition d'un matériel de remplacement – voire remplacement du matériel, consécutifs à un dommage ou à la non-conformité du produit occasionnerait une détérioration directement imputable dans les conditions de fonctionnement normal de l'appareil.

Les pénalités de non-conformité seront appliquées, telles que prévues au présent CCAP.

### 11.1.3 CONTINUITE D'EXECUTION

Le titulaire est tenu d'assurer une continuité de service pour l'exécution des prestations prévues par le marché, dans les conditions fixées par le CCTP. Il en répond par la mise en œuvre de moyens humains et matériels et d'une organisation adéquats.

En cas de refus ou d'impossibilité par le titulaire d'exécuter un bon de commande émis dans les conditions et dans le délai de prévenance prévues par le marché, et sauf cas de force majeure, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de confier à un tiers la charge de la prestation aux frais et risques du titulaire.

Les sommes dues à ce titre, telles que prévues à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**1, seront recouvrées par le pouvoir adjudicateur par tous les moyens de droit, sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

Sont considérés comme cas de force majeure, les événements extérieurs non prévisibles, mettant l'opérateur dans l'impossibilité de remplir ses engagements (ex : catastrophe naturelle, émeutes, ...). Le fait de grève du personnel du titulaire ne pourra être considéré comme cas de force majeure.

Au cas où la prestation devrait être modifiée pour l'un de ces cas, les deux parties se concerteraient pour convenir des mesures à prendre. Les mesures nécessaires ne pourraient être prises qu'après agrément écrit.

## 10.2 OBLIGATION DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à émettre des bons de commande selon les modalités figurant dans l'accord-cadre. Le Bénéficiaire ne peut apporter de modifications substantielles aux caractéristiques de l'Offre fixée dans l'accord-cadre, lors de leur émission.

Le Bénéficiaire s'engage à désigner les interlocuteurs privilégiés du Titulaire dès la notification de l'accord-cadre.

Une fois l'accord-cadre mis à disposition, le Bénéficiaire garantit l'exclusivité au Titulaire.

## 10.3 OBLIGATION DE COLLABORATION

Le Bénéficiaire et le Titulaire s'engagent mutuellement à s'alerter dans les meilleurs délais en cas de difficulté constatée afin que soit mise en place une solution adaptée.

À la demande du Bénéficiaire ou du Titulaire des réunions dans les locaux du pouvoir adjudicateur sont organisées, traitant notamment de la mise en place de la solution, de l'avancement et suivi des prestations ou des difficultés rencontrées au cours de l'exécution du présent accord-cadre.

## 11 RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES

---

Le GHT Hôpitaux Sud Lorraine est signataire depuis octobre 2021 de la charte « Relations fournisseurs et Achats Responsables » (« charte RFAR ») organisée par la Médiation des Entreprises et le Conseil National des Achats (CNA). En poursuivant cette dynamique, le CHRU de Nancy, établissement support du GHT, a été labélisé RFAR en novembre 2022.

Aussi, il souhaite mettre en œuvre autant que possible les exigences de la norme ISO 20400 Achats Responsables dans ses achats.

Afin d'encourager et harmoniser ces bonnes pratiques, le GHT Hôpitaux Sud Lorraine invite le titulaire du marché public, à prendre connaissance des principes et exigences de la charte RFAR et du parcours RFAR promu par la Médiation des Entreprises et le CNA.

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Nancy de toute démarche entreprise par lui ou par ses sous-traitants en la matière, notamment en cas de signature de la charte RFAR, d'attribution du label RFAR, ou de mesures prises pour intégrer les recommandations d'autres normes ou labels, tels que la norme ISO 20400 « Achats Responsables – ligne directrice », dans ses processus internes.

La Médiation des Entreprises – en association avec le CNA - pourra accompagner le titulaire et/ou ses sous-traitants dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables>

## 12 TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

---

L'(les) établissement(s) bénéficiaire(s) du marché, tel(s) qu'identifié(s) dans le présent CCAP, s'engage(nt) à se conformer aux réglementations applicables en matière de protection des données, et, en particulier le Règlement (UE) 2016/79 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données – RGPD), et modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite Loi Informatique et Libertés - LIL), conformément aux termes et conditions suivantes.

Le titulaire du marché est considéré comme responsable de traitement indépendant, pour le traitement des données à caractère personnel du (des) établissement(s) bénéficiaire(s) dans le cadre de la gestion des relations contractuelles et commerciales. Ainsi, le titulaire veillera à son obligation d'information des personnes concernées de l'établissement par courriel.

### 12.1 FINALITÉS

Les finalités du traitement de données à caractère personnel objet de ce contrat sont :

- Exécuter les missions et le marché, en ce qui concerne les traitements destinés à réaliser les opérations relatives au suivi de la relation contractuelle (contrat, services, factures, comptabilité) entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire du marché.
- Respecter les obligations légales applicables à l'établissement bénéficiaire et au titulaire, en ce concerne le traitement à des fins de facturation et de comptabilité ou la gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées

Base légale du traitement des données : exécution d'un contrat, intérêt légitime et obligations légales.

L'établissement bénéficiaire s'engage à ne pas utiliser ces données à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été collectées.

### 12.2 CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES

L'établissement bénéficiaire traite, dans le cadre de la gestion des contrats, des informations nominatives telles que : les noms, prénoms et coordonnées professionnelles de ses correspondants, ou encore une liste nominative de travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail.

### 12.3 DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES

Les personnes concernées pourront exercer leurs droits octroyés par le RGPD et la LIL : accès, rectification, suppression, etc. de leurs données recueillies dans le cadre de ce contrat, auprès du délégué à la protection des données (DPO) de l'établissement support du GHT Hôpitaux Sud Lorraine via l'adresse électronique suivante : [dpo@chru-nancy.fr](mailto:dpo@chru-nancy.fr)

Si elles estiment, après l'avoir contacté, que leurs droits ne sont pas respectés, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - CNIL (autorité française de contrôle des données à caractère personnel) pourra recueillir leur réclamation (plainte), sur son site internet : <https://www.cnil.fr/fr/webform/adresser-une-plainte>.

## 12.4 TRANSFERTS DE DONNÉES

L'établissement bénéficiaire est susceptible de communiquer, de façon ponctuelle, des données à caractère personnel du titulaire en lien avec les finalités décrites dans le présent contrat. Ainsi, il peut mettre ces données à disposition de :

- Sociétés tierces fournisseurs des services : Conseillers juridiques, auditeurs, etc.
- Comité d'éthiques et autorités gouvernementales,
- Autres tiers sur ordonnance d'un tribunal, ou requis par un processus juridique ou légal.

En cas de recours à des prestataires de service ayant accès à des données à caractère personnel, l'établissement bénéficiaire exige de ces prestataires de service :

- qu'ils prennent toutes les mesures adéquates pour préserver la confidentialité et garantir la sécurité de ces données,
- qu'ils les traitent conformément au présent contrat, sans les utiliser à d'autres fins.

## 12.5 SÉCURISATION DES DONNÉES

L'établissement bénéficiaire prendra les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données à caractère personnel du titulaire du marché, conformément à la législation applicable en matière de sécurité et de confidentialité des données.

## 12.6 CONSERVATION DES DONNÉES

A la fin du marché, si la prestation n'est pas reconduite, l'établissement bénéficiaire s'engage à archiver les données et à les conserver conformément aux réglementations en vigueur, et au maximum 10 ans.

# 13 MODIFICATIONS DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION

---

## 13.1 A L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy peut être amené à avoir recours à des clauses de réexamen durant la durée de l'accord-cadre :

## 13.2 HAUSSE SUBSTANTIELLE D'ACTIVITE

Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy se réserve le droit de recourir à une clause de réexamen en cas de consommation mensuelle supérieure ou égale à +20% par rapport à la consommation de référence établie dans l'annexe (DF\_BPU), si cette hausse est apparue à plusieurs reprises sur une période de 6 mois pendant la durée du marché.

Le prix à la dose pourra alors être revu. Une nouvelle demande de proposition tarifaire sera alors envoyée au(x) titulaire(s) du marché.

A cet effet, le titulaire devra transmettre sa nouvelle proposition de prix, par courrier recommandé au CHRU de Nancy dans un délai de 15 jours. La révision fera l'objet d'une validation par le pouvoir adjudicateur.

## 13.3 MODIFICATION DES JOURS DE LIVRAISON

En fonction de l'évolution de l'organisation interne au CHRU de Nancy, le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy se réserve le droit de modifier le programme de préparation hebdomadaire et, par conséquent, les jours de livraison souhaités par molécule par le ou les fournisseurs titulaires.

Si tel est le cas, le CHRU de Nancy s'engage à informer le ou les fournisseurs titulaires des changements souhaités à leur organisation au minimum 3 mois avant le changement souhaité. Le ou les fournisseurs élaboreront une nouvelle proposition de livraison au CHRU de Nancy.

Ce changement de jour de livraison ne pourra avoir d'impact sur le prix du marché.

Un avenant sera rédigé pour acter la nouvelle organisation de livraison.

### 13.4 A L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Toute opération de substitution doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur afin d'éviter une remise en cause de l'accord-cadre.

- Evolution technologique des prestations pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre : Le titulaire pourra proposer de substituer totalement ou partiellement une nouvelle prestation à l'ancienne, et ce, aux mêmes conditions tarifaires que celles retenues dans le cadre de l'accord-cadre initial.
- Arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre et commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée : Le titulaire pourra proposer de fournir ces nouveaux produits, aux prix définis dans le cadre de l'accord-cadre initial. En cas de désaccord, l'établissement se réserve le droit de résilier l'accord-cadre relatif au lot concerné, sans que cette résiliation n'ouvre droit à indemnité pour le titulaire.
- Problème temporaire d'approvisionnement pendant la durée de l'accord-cadre : Le titulaire pourra proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit de substitution palliant la rupture ne soit supérieur au prix fixé dans le cadre de l'accord-cadre initial. Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour l'établissement de résilier l'accord-cadre relatif au lot concerné, sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.

## 14 CLAUSES COMPLEMENTAIRES D'ÉVOLUTION

---

### 14.1 EXTENSION DE GAMME

En cours d'exécution du marché public, le titulaire peut être amené à compléter sa gamme en proposant l'intégration d'une référence correspondant mieux à l'indication médicale.

Dans ce cas, l'opérateur économique est tenu d'adresser au pouvoir adjudicateur un courrier stipulant :

- que cette nouvelle référence s'ajoute à l'ancienne,
- et que le prix fixé au marché est maintenu ou diminué.

### 14.2 PRODUITS INNOVANTS

Tout au long de l'exécution de l'accord cadre, le titulaire pourra proposer, par modification du marché conformément aux dispositions de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'intégration de produits innovants.

Ceux-ci devront être en lien avec les références listées dans l'accord-cadre et offrir une évolution technologique majeure non disponible à la date de sa conclusion.

En cas d'intégration, le CHRU de Nancy, n'aura **aucune obligation d'en passer commande minimale**.

En cas de refus d'intégrer les nouvelles molécules ou en cas de non commande des nouvelles molécules, l'opérateur demeure tenu d'assurer ses livraisons jusqu'à l'échéance du marché public suivant les caractéristiques initiales des produits contractualisés.

## 15 GARANTIE

---

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine.

## 16 RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

---

### 16.1 RESPONSABILITÉ

La société assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, elle est seule responsable de tous les dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers,

- à ses biens, aux biens appartenant aux établissements ou à des tiers.

## 16.2 ASSURANCES ET GARANTIE

**Conformément à l'obligation mentionnée à l'article L1142-2 du Code de la Santé Publique, le titulaire, en sa qualité de producteur, exploitant ou fournisseur de produits de santé, à l'état de produits finis, est tenu de souscrire une assurance destinée à garantir pour sa responsabilité civile ou administrative susceptible d'être engagée en raison de dommages subis par des tiers et résultant d'atteintes à la personne, survenant dans le cadre de l'ensemble de son activité.**

Il doit produire, à toute demande du représentant du pouvoir adjudicateur, une attestation en vigueur de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine.

## 17 MODALITÉS DE COMMANDE

---

L'accord-cadre s'exécute à partir d'un bon de commande du service de Médecine Nucléaire.

Ce bon de commande comporte les informations suivantes :

- la référence au présent marché
- la désignation de la fourniture
- les quantités commandées
- le ou les lieux de livraison le cas échéant
- la date
- les prix unitaires H.T retenus au marché
- le taux et le montant de la T.V.A
- le montant TTC de la commande

La date d'envoi du bon de commande diffère selon les lots :

- Pour le lot 01 : le service de médecine nucléaire enverra le bon de commande à J-1 par rapport au jour d'injection au patient en précisant l'heure de l'injection prévue
- Pour les lots 02, 03, 04, 05 et 06: le service de médecine nucléaire enverra le bon de commande à J-7 par rapport au jour d'injection au patient, en précisant l'heure de l'injection prévue, et avec des modifications éventuelles jusqu'à J-1.

Seuls les bons de commande signés par l'un des pharmaciens habilités seront honorés par le fournisseur.

## 18 DÉLAI DE VALIDITÉ DES BONS DE COMMANDE

---

Les bons de commande émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre.

**Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord quel que soit le lot concerné.** Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'établissement ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

## 19 LIVRAISONS

---

### 19.1 TRANSPORT

Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues aux articles 19 et 21 du CCAG/FCS.



Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire. De plus, conformément à l'article 20.4 du CCAG-FCS, les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage sont effectués sous la responsabilité du titulaire.

En cas de problème dans les circuits de distribution normaux (grève des transporteurs ...), le titulaire prendra en charge tous les frais afférents à la bonne conservation et au bon acheminement des produits dans les meilleurs délais.

## 19.2 EMBALLAGE

Les emballages restent la propriété de titulaire

## 19.3 MODALITÉS DE LIVRAISON

**Les modalités de jours de préparation des doses au CHRU de Nancy et par conséquent, les jours de livraison attendus par fournisseur, sont indiquées dans l'annexe « Programme de préparation hebdomadaire CHRUN »**

### ■ Pour le lot 1 (FDG):

Pour le titulaire n°1, les livraisons devront être quotidiennes.

Pour le titulaire n°2, le CHRU s'engage à regrouper ses patients par demi-journée de manière à minimiser les coûts de transport du titulaire. Une livraison hebdomadaire est nécessaire a minima.

Pour l'ensemble des titulaires : les produits doivent être livrés conformément aux indications portées sur le bon de commande. Le lieu, la date de livraison et les heures d'ouverture précisés ci-dessus devront être rigoureusement respectés.

- **Pour le lot 2 (FCholine)**, un seul jour de préparation par semaine est prévu au sein du service de Médecine Nucléaire du CHRU de Nancy. Par conséquent, le titulaire de rang 1 effectuera ses livraisons les semaines paires ; le titulaire de rang 2 les semaines impaires selon l'annexe « Programme de préparation hebdomadaire CHRUN ».
- **Pour le Lot 3 (FDopa)**, 2 jours de préparation par semaine sont prévus au CHRU de Nancy. Par conséquent, le titulaire de rang 1 effectuera ses livraisons le vendredi ; le titulaire de rang 2 le mardi selon l'annexe « Programme de préparation hebdomadaire CHRUN ».
- **Pour le lot 4 (PSMA marqué au fluor 18)** : 2 jours de préparation par semaine sont prévus au CHRU de Nancy. Le nombre de doses annuel étant faible, le nombre par semaine est en revanche inconnu et non communicable.
- **Pour le lot 5 (Plaques amiloïdes)** : le CHRU de Nancy se mettra en relation avec le titulaire afin de convenir de la date de livraison et préparera son bon de commande en indiquant la date et l'heure de livraison prévue avec le fournisseur.
- **Pour le lot 6 (FNA)** : le CHRU de Nancy se mettra en relation avec le titulaire afin de convenir de la date de livraison et préparera son bon de commande en indiquant la date et l'heure de livraison prévue avec le fournisseur.

Pour les lots 1-2-3, au quatrième trimestre de chaque année d'exécution, le service de médecine nucléaire fera un point sur les quantités commandées afin de respecter la répartition des consommations par titulaire en fonction de leurs rang respectif.

**Pour l'ensemble des lots, la livraison doit avoir lieu au plus tard une heure avant chaque injection, soit : Heure d'injection inscrit sur le bon de commande– 1 heure.**

Les livraisons effectuées en dehors des heures d'ouverture précisées sur les bons de commande seront considérées comme non réceptionnées et, par conséquent, non payées.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique. Un deuxième envoi sera effectué par le titulaire sans attendre la fin des opérations de vérification et de recherche.



Le titulaire est réputé connaître les règles de fonctionnement de l'établissement et accepte toute contrainte de nature à affecter les opérations de livraison.

Il doit prévoir le personnel et le matériel indispensable en vue d'assurer la livraison dans des conditions satisfaisantes. Il est responsable des accidents matériels et corporels susceptibles de survenir à l'occasion de la livraison.

Il doit prendre toutes les dispositions en matière de conditionnement pour que les fournitures soient correctement protégées des avaries, lors du transport et de l'expédition des produits, dans le strict respect de la réglementation en vigueur.

Il devra également mettre en œuvre tous les moyens adaptés qu'il jugera nécessaire pour une livraison en toute sécurité pour ses agents et les personnes environnantes sur le site de livraison (hayon, diable ou chariot adapté au transport de bouteilles...).

Le bordereau de livraison placé sur un colis ou sur le film de la palette, doit impérativement être visible et d'accès aisé.

Sur ce bordereau devront obligatoirement figurer :

- La référence au présent marché
- La désignation de la fourniture
- Les quantités commandées et l'heure de référence
- Le ou les lieux et la date de livraison et l'heure de livraison le cas échéant
- Les prix unitaires H.T retenus au marché
- Le taux et le montant de la T.V.A
- Le montant TTC de la commande
- Les produits étant radioactifs : la date et l'heure de calibration devra être précisée.

Si le bordereau de livraison ne comporte pas ces éléments, le fournisseur s'exposera à voir la réception refusée ou ajournée.

#### ▪ LIVRAISONS AU CHRU DE NANCY

Lieu de livraison :

<b>HOPITAL BRABOIS ADULTES – Service de Médecine Nucléaire – 2<sup>ème</sup> sous-sol</b> <b>Allée du Morvan - 54500 VANDOEUVRE les NANCY</b>
--

Horaires de livraison :

Du lundi au vendredi : ==> 7h30 – 18h

## 20 RÉCEPTION, VERIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES

### 20.1 RÉCEPTION

La livraison des fournitures est constatée par la signature d'un récépissé de transport lors de la réception.

Le bordereau de transport sera obligatoirement présenté au réceptionnaire pour signature. Celui-ci assurera les opérations de vérification simples. Il pourra, le cas échéant, émettre des réserves quant à l'état d'acheminement des produits.

Pour le contrôle de conformité à la commande, le bon de livraison est obligatoire.

### 20.2 VÉRIFICATION

### 20.3 QUANTITATIVE

La quantité commandée, en quantité par dose et en nombre de doses est celle figurant sur le bon de commande.

La quantité livrée est celle constatée après mesurage. Cette quantité est comparée à celle figurant sur le bon de livraison et pourra être arrondie au conditionnement supérieur.

Après vérification quantitative, l'établissement procède à la décision :

Si la quantité fournie est inférieure à la quantité commandée, des pénalités sont prévues. (Cf § 22 supra)

## 20.4 QUALITATIVE

Plusieurs types de contrôles qualitatifs (conformité de la référence livrée à la référence commandée, date de péremption, etc.), ayant pour objet de contrôler la conformité des fournitures avec les spécifications du marché, seront effectués à la livraison des produits.

Nous nous réservons le droit de faire une réclamation en cas de litige de qualité.

## 20.5 ADMISSION

Les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

# 21 MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

---

## 21.1 DEMANDE DE PAIEMENT

Les commandes seront facturées, après l'admission des prestations, par application des prix unitaires HT fixés aux quantités réellement commandées / réalisées.

**La facturation sera réalisée à la dose (soit 400Mbq) selon l'heure d'injection définie par le service sur le bon de commande.**

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures devront comporter les informations suivantes :

- les noms et adresses du créancier
- les codes SIREN
- l'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée à l'acte d'engagement
- la date d'échéance du règlement (cf Loi 92-1442 du 31/12/92)
- les conditions d'escompte (cf Loi 92-1442 du 31/12/92)
- le N° du bon de commande
- le N° et la date du marché public et des avenants éventuels
- la fourniture livrée
- les quantités livrées
- les prix unitaires hors taxes
- le montant hors taxes
- le taux et le montant des taxes (T.V.A, T.P, etc)
- le montant total TTC

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## 21.2 DÉMATÉRIALISATION DES FACTURES

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

Ces factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- le numéro SIRET qui identifiera l'établissement en tant que destinataire de la facture
- le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure
- le numéro d'engagement = numéro de commande
- l'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée à l'acte d'engagement
- la fourniture livrée
- les quantités livrées (unité NOMBRE DE DOSES)
- le montant hors taxes
- le taux et le montant des taxes (T.V.A, T.P ....etc)
- le montant total TTC

### INFORMATIONS RELATIVES AU CHRU DE NANCY

- SIRET : 20004216600013
- Code service et N° engagement :

Code service	N° engagement	Courriel
PHARM	= N° commande CHRUN	<a href="mailto:factures.PUI@chru-nancy.fr">factures.PUI@chru-nancy.fr</a>

### 21.3 RÈGLEMENT

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG/FCS.

Ils seront opérés par mandat administratif au compte courant du titulaire précisé sur l'acte d'engagement.

Le comptable assignataire chargé des paiements est le Trésorier Principal du CHRU de Nancy (cf acte d'engagement du marché).

### 21.4 DÉLAI DE PAIEMENT

L'article R. 2192-11 du code de la commande publique fixe le délai de paiement à 50 jours pour les établissements publics de santé.

Ce délai global de paiement court :

- à compter de la date de réception de la facture ou du dernier élément permettant le paiement par l'établissement ou
- à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Ces dates sont constatées par les services de l'établissement. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au créancier d'apporter la preuve de cette date.

Une suspension du délai de paiement pourra être prononcée jusqu'à l'établissement d'une facture conforme ou la production des pièces nécessaires manquantes, notamment dans les cas suivants :

- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire.

Par application de l'article L. 2192-13 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement :

- d'intérêts moratoires : Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, par application de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

### **21.5 ESCOMPTE(S) CONSENTI(S)**

Le fournisseur complètera l'annexe « DF\_Escompt » pour indiquer le (les) escompte(s) consenti(s) en cas de règlement anticipé.

## **22 EXECUTION PAR DEFAULT – PÉNALITÉS**

---

### **22.1 PENALITES**

#### **22.2 PENALITES DE RETARD DE LIVRAISON**

Etant donnés les dommages et coûts subis par le CHRU suite à des retards de livraison (insatisfaction du patient, coûts de personnel liés à la préparation de la salle d'intervention, coûts de secrétariat dus à la reprogrammation du patient, ...), le non-respect des horaires de livraison est soumis à des pénalités pour tout retard de livraison supérieur ou égal à une heure par rapport à l'heure d'injection indiquée sur le bon de commande :

- une pénalité de 700 € par heure de retard et par ligne de commande sera facturée
- le non-paiement des doses livrées avec un retard supérieur ou égal à une heure par rapport à l'heure prévue d'injection figurant sur le bon de commande

Toute heure entamée est due.

#### **22.3 PENALITES POUR QUANTITE LIVREE INFERIEURE A LA QUANTITE COMMANDEE**

Des quantités livrées inférieures à la quantité commandée, impliquent soit la déprogrammation du patient, soit une réorganisation des patients au sein d'une même demi-journée. Par conséquent, étant donnés les dommages et coûts subis par le CHRU (analyse des quantités reçues, insatisfaction du patient, coûts de personnel liés à la préparation de la salle d'intervention, coûts de secrétariat dus à la reprogrammation du patient, ...), le non-respect de la quantité commandée indiquée sur le bon de commande entraînera :

- une pénalité de 700 € par ligne de commande
- le non-paiement des doses livrées incomplètes

#### **22.4 PENALITES D'ANNULATION DE DERNIERE MINUTE**

Les dommages et coûts subis par le CHRU suite à une annulation de livraison annoncée en dernière minute par le titulaire perturbent l'organisation et la charge de travail de l'équipe du service de médecine nucléaire (recherche d'un fournisseur tiers dans le but d'éviter la reprogrammation du patient, annulation de commande et création d'une nouvelle commande, ...).

Concernant le lot 1 :

- Toute annulation de livraison annoncée par le titulaire avant 10h00 la veille de la date de livraison figurant sur le bon de commande ouvrira droit à une pénalité de 300 € par ligne de commande.

- Toute annulation de livraison annoncée par le titulaire après 10h00 la veille de la date de livraison figurant sur le bon de commande ouvrira droit à une pénalité de 700 € par ligne de commande (car entraîne déprogrammation du patient)

Concernant les lots 2, 3, 4, 5 et 6 : toute annulation de livraison annoncée par le titulaire à J-2 avant la livraison (avant 10h00) figurant sur le bon de commande ouvrira droit à une pénalité de 300 € par ligne de commande. Après 10h, une pénalité de 700 € sera facturée par ligne de commande (car entraîne la déprogrammation du patient)

## 22.5 RECOURS A UN TIERS

Pour les lots 1, 2, 3, en cas de défaillance du fournisseur destinataire de la commande (incapacité à livrer au jour et à l'heure indiqués sur le bon de commande), il sera fait appel au fournisseur titulaire de l'autre rang.

Pour les lots 4, 5, 6 en cas de défaillance du fournisseur titulaire destinataire de la commande (incapacité à livrer au jour et à l'heure indiqués sur le bon de commande), il sera fait appel à un fournisseur tiers. Dans l'hypothèse d'une différence de tarif au détriment du CHRU de Nancy, celle-ci sera portée de plein droit à la charge du fournisseur défaillant.

Ce dernier, est tenu envers l'établissement, sur simple présentation de factures ou quittances et sans mise en demeure par voie extra judiciaire préalable, de régler l'excédent éventuel de dépenses imputées, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent lui être dues sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'établissement.

## 23 RÉSILIATION DU MARCHÉ PUBLIC

### 23.1 RÉSILIATION POUR FAUTE

Le marché public pourra être résilié dans les conditions prévues par les articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Dans le cas notamment où l'établissement se verrait dans l'obligation de notifier deux avertissements constatant la carence, la non-exécution ou la médiocrité des prestations, le marché sera résilié unilatéralement aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable, en application de l'article 32 du CCAG-FCS, sans que le fournisseur puisse prétendre à une indemnité.

Durant l'exécution des formalités de recherche d'un autre prestataire, en cas de résiliation du marché, l'établissement pourra s'approvisionner chez l'autre fournisseur, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

### 23.2 RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier à tout moment l'accord-cadre relatif à un lot pour motif d'intérêt général. Le prestataire ne pourra alors prétendre à aucune indemnisation, par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS.

## 24 LISTE RÉCAPITULATIVE DES DÉROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
7	4
13	38
15	33
19.1	20.3

20.2	28.2
22	14.1
23	38 a 45